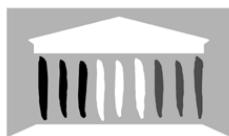


Le présent document est  
établi à titre provisoire.  
Seule la « petite loi »,  
publiée ultérieurement, a  
valeur de texte authentique.



TEXTE ADOPTÉ n° 154

# ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

SEIZIÈME LÉGISLATURE

12 juillet 2023

---

---

## PROPOSITION DE LOI

*visant à renforcer la protection des familles d'enfants  
atteints d'une maladie ou d'un handicap  
ou victimes d'un accident d'une particulière gravité*

*L'Assemblée nationale a adopté, dans les conditions prévues à  
l'article 45, alinéa 3, de la Constitution, la proposition de loi dont la teneur suit :*

---

Voir les numéros :

*Assemblée nationale* : 1<sup>re</sup> lecture : **742, 861** et T.A. **83.**  
**1503.** Commission mixte paritaire : **1508.**

*Sénat* : 1<sup>re</sup> lecture : **393, 786, 787** et T.A. **155** (2022-2023).  
Commission mixte paritaire : **853** et **854** (2022-2023).

---

### **Article 1<sup>er</sup>**

- ① Après l'article L. 1225-4-3 du code du travail, il est inséré un article L. 1225-4-4 ainsi rédigé :
- ② « *Art. L. 1225-4-4.* – Aucun employeur ne peut rompre le contrat de travail d'un salarié pendant un congé de présence parentale prévu à l'article L. 1225-62 ni pendant les périodes travaillées si le congé de présence parentale est fractionné ou pris à temps partiel.
- ③ « Toutefois, l'employeur peut rompre le contrat s'il justifie d'une faute grave de l'intéressé ou de son impossibilité de maintenir ce contrat pour un motif étranger à l'état de santé de l'enfant de l'intéressé. »

### **Article 1<sup>er bis</sup>**

- ① I. – L'article L. 3142-4 du code du travail est ainsi modifié :
- ② 1° Le 4° est ainsi modifié :
- ③ a) Au début, le mot : « Cinq » est remplacé par le mot : « Douze » ;
- ④ b) Les mots : « sept jours ouvrés » sont remplacés par les mots : « quatorze jours » ;
- ⑤ 2° Au début du 6°, le mot : « Deux » est remplacé par le mot : « Cinq ».
- ⑥ II. – Le code général de la fonction publique est ainsi modifié :
- ⑦ 1° La seconde phrase de l'article L. 622-1 est ainsi rédigée : « Ces autorisations spéciales d'absence sont sans effet sur la constitution des droits à congés annuels et ne diminuent pas le nombre des jours de congés annuels. » ;
- ⑧ 2° L'article L. 622-2 est ainsi modifié :
- ⑨ a) Au premier alinéa, le mot : « cinq » est remplacé par le mot : « douze » ;
- ⑩ b) Le deuxième alinéa est ainsi modifié :
- ⑪ – les mots : « sept jours ouvrés » sont remplacés par les mots : « quatorze jours ouvrables » ;
- ⑫ – après la première occurrence du mot : « ans », sont insérés les mots : « , et quel que soit son âge si l'enfant décédé était lui-même parent, » ;

- ⑬ – les mots : « le fonctionnaire » sont remplacés par les mots : « l’agent public » ;
- ⑭ c) Le dernier alinéa est ainsi modifié :
- ⑮ – au début, sont ajoutés les mots : « Dans les conditions prévues au deuxième alinéa du présent article, » ;
- ⑯ – les mots : « , dans les mêmes conditions, » sont supprimés.

.....

### Article 3

- ① I. – L’article L. 544-3 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :
  - ② 1° Le premier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée : « L’allocation peut faire l’objet d’une avance dans l’attente de l’avis mentionné à la dernière phrase du premier alinéa de l’article L. 544-2. » ;
  - ③ 2° Au deuxième alinéa, le mot : « explicite » est supprimé.
  - ④ II. – Le dernier alinéa de l’article L. 1225-62 du code du travail est ainsi modifié :
  - ⑤ 1° Le mot : « attestant » est remplacé par le mot : « atteste » ;
  - ⑥ 2° Les mots : « est confirmé par un accord explicite du service du contrôle médical prévu à l’article L. 315-1 du code de la sécurité sociale ou du régime spécial de sécurité sociale » sont supprimés.
- III. – *(Supprimé)*

### Article 4

- ① I. – L’article 54 de la loi n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022 est ainsi modifié :
- ② 1° Le *b* du 1° du I est abrogé ;
- ③ 2° Après l’année : « 2023 », la fin du VI est supprimée.
- ④ II. – La seconde phrase du premier alinéa des articles L. 168-9 et L. 544-6 du code de la sécurité sociale est supprimée.

*Délibéré en séance publique, à Paris, le 12 juillet 2023.*

*La Présidente,*  
*Signé : YAËL BRAUN-PIVET*